



European Journal of Turkish Studies

Social Sciences on Contemporary Turkey

5 | 2006

THEMATIC ISSUE

Power, ideology, knowledge - deconstructing Kurdish Studies

Les politiques ottomane et républicaine au Kurdistan à partir de la comparaison des milices Hamidiye et *korucu* : modèles institutionnels, retribalisation et dynamique des conflits

Ottoman and Republican policies in Kurdistan drawn from a comparison of Hamidiye and Korucu militias: institutional models, retribalisation, and conflict dynamics

Gilles Dorronsoro



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/ejts/778>

DOI : 10.4000/ejts.778

ISSN : 1773-0546

Éditeur

EJTS

Référence électronique

Gilles Dorronsoro, « Les politiques ottomane et républicaine au Kurdistan à partir de la comparaison des milices Hamidiye et *korucu* : modèles institutionnels, retribalisation et dynamique des conflits », *European Journal of Turkish Studies* [En ligne], 5 | 2006, mis en ligne le 05 mars 2015, consulté le 21 juin 2020. URL : <http://journals.openedition.org/ejts/778> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ejts.778>

© Some rights reserved / Creative Commons license

Dorronsor, Gilles (2006) 'Les politiques ottomane et républicaine au Kurdistan à partir de la comparaison des milices Hamidiye et *korucu* : modèles institutionnels, retribalisation et dynamique des conflits', *European Journal of Turkish Studies*, Thematic Issue N°5, Power, ideology, knowledge - deconstructing Kurdish Studies, URL :

<http://www.ejts.org/document778.html>

To quote a passage, use paragraph (§).

**Les politiques ottomane et républicaine au Kurdistan à partir de la comparaison
des milices Hamidiye et *korucu* :
modèles institutionnels, retribalisation et dynamique des conflits**

Gilles Dorronsor

Abstract. The parallel drawn between the militia established by the late Ottoman regime in the 1890's, the Hamidiye, and the one established in the 1980's, the *korucu*, is a commonplace of works on the Kurdish issue since the 1990s. The author aims to develop a more systematic comparison between both institutions. Addressing successively the issues of the internal organisation, the tribalisation of the resources, and the relationship with Kurdish nationalism, the author points out that both militia are fundamentally different. In particular, the Hamidiye is a military corps accumulating resources by predation, as opposed to the *korucu*, which are much more local units under state control, drawing resources from the state and contraband more than from predation.

La comparaison entre les Hamidiye – régiments tribaux formés par Abdülhamid - et les *korucu* – milices de village mises en place dans les années 1980 - fait partie des lieux communs de la réflexion sur la question kurde depuis les années 1990. La formation des Hamidiye est à l'étude dès la fin des années 1880, ce qui correspond à différents objectifs convergents du gouvernement ottoman : assurer la sécurité des frontières contre les Russes, renforcer les tribus et les *ağa* (propriétaires fonciers) contre les *eşraf* et les *ayân* (notabilités urbaines), contenir les nationalistes arméniens, accélérer l'intégration des Kurdes (et des Arabes) dans l'Empire au nom de la solidarité musulmane (Kodaman 1987: 30). Un siècle plus tard, le gouvernement turc se trouve confronté au PKK, un mouvement de guérilla bien structuré, bénéficiant d'un sanctuaire en Syrie, et dont la rapide montée en puissance l'a surpris (İmset 1992, White 2000, Cigerli; Le Saout 2005). La formation des *korucu* en 1985 s'inscrit alors dans une stratégie globale de contre-insurrection, essentiellement décidée par l'armée, qui vise à isoler la guérilla des populations rurales. La stratégie est de vider les campagnes, plus que faire des 'hameaux stratégiques' comme au Kurdistan d'Irak, mais l'objectif reste de gêner la guérilla par l'absence de source de ravitaillement et d'information.

[2] Nombre d'auteurs (İmset 1992, Tuncay 1992, Bozarslan 1997, Beşe 2005) mentionnent des similitudes entre les deux milices, mais ne développent généralement pas la comparaison, même si, dans un cas au moins, un ouvrage est construit sur la mise en parallèle des deux institutions (Aytar 1992). Le premier point mis en avant dans la comparaison tient à la politique de l'Etat ottoman, puis turc, qui vise à diviser les Kurdes en jouant sur des appartenances tribales. Dans les termes mêmes de Aytar (1992: 7) : 'Hamidiye Alayları ve köy koruculuğu, Kürdü Kürde kırdırma ve 'böl-yönet' politikasının birer araçlarıdır' (Les Hamidiye et les gardiens de villages sont les moyens successifs d'une politique visant à faire s'affronter les Kurdes et 'diviser pour régner'). Le second aspect tient aux diverses formes de prédation qui sont encouragées ou tolérées par les autorités centrales. Les points communs entre ces deux institutions, Hamidiye et *korucu*, seraient donc le signe d'une certaine continuité dans la politique ottomane et républicaine vis-à-vis des régions kurdes.

[3] L'idée de faire de ces institutions un analyseur des enjeux politiques dans les régions kurdes est intéressante, mais la comparaison soulève un certain nombre de problèmes méthodologiques. D'une part, la comparaison doit distinguer clairement quels aspects sont

Citation: Dorronsoro, Gilles (2006) 'Les politiques ottomane et républicaine au Kurdistan à partir de la comparaison des milices Hamidiye et *korucu* : modèles institutionnels, retribalisation et dynamique des conflits', *European Journal of Turkish Studies*, Thematic Issue N°5, Power, ideology, knowledge - deconstructing Kurdish Studies, URL : <http://www.ejts.org/document778.html>
To quote a passage, use paragraph (§)

considérés : transfert des ressources à la périphérie, modèles de gestion de la périphérie, accroissement de la segmentation (tribalisme), insécurité due au banditisme, effets identitaires de l'appartenance à une milice, etc. D'autre part, les catégories administratives - 'Hamidiye' et '*korucu*' - recouvrent des réalités différentes selon les différents endroits du Kurdistan. Le fonctionnement des Hamidiye entre la région d'Urfa-Diyarbakır, d'un côté, et celle de Van-Bitlis-Erzurum, de l'autre, montre que contextes locaux sont sensiblement différents : importance des luttes contre les bourgeoisies urbaines dans le premier cas, focalisation contre les Arméniens dans le second. De même, les *korucu* des régions frontalières d'Hakkari ou de Şırnak, parce qu'ils sont recrutés dans un environnement frontalier et tribalisé, ont un fonctionnement qui les différencie de la plupart des autres régions. Le Kurdistan n'a jamais une région politiquement homogène et des analyses locales ne peuvent pas être généralisées. De plus, les oppositions entre contextes locaux ne se perpétuent pas à un siècle de distance, ce qui rend les comparaisons délicates. La comparaison, si elle n'interroge pas les catégories administratives, peut dissimuler des changements structurels dans la relation centre-périphérie et construire artificiellement des similitudes. Si, dans les années 1990 ([voir l'introduction du numéro](#)), l'idée de traiter d'un Kurdistan transfrontalier sans prendre en compte les trajectoires nationales a été progressivement abandonné, il est, pour les mêmes raisons méthodologiques, important de souligner les discontinuités dans l'histoire du Kurdistan entre la période ottomane et turque pour éviter notamment le biais des histoires nationaliste.

[4] Pour mieux contrôler les éléments de la comparaison, nous partons des questions suivantes. En premier lieu, que révèlent les milices sur le fonctionnement institutionnel de l'Empire ottoman et de la République de Turquie ? Nous verrons notamment que les milices sont effectivement un bon analyseur du fonctionnement institutionnel de l'Etat, mais révèlent des modèles ottoman et turc profondément différents. En second lieu, pourquoi adhère-t-on aux milices et quel est l'effet observable sur les institutions tribales ? Si renforcement des tribus est certain dans le cas des Hamidiye, la formation des *korucu* a des effets beaucoup plus ambiguës et peut aussi, en fonction du contexte initial, être partie d'un processus de détribalisation. Troisièmement, quelle est la place des milices dans les dynamiques locales des conflits ? Le niveau et la forme de conflictualité sont de nature différente dans le cas des Hamidiye et des *korucu*. Si les Hamidiye fonctionnent dans une logique de prédation et permettent, sous certaines conditions, l'émergence d'un acteur de dimension

Citation: Dorronsoro, Gilles (2006) 'Les politiques ottomane et républicaine au Kurdistan à partir de la comparaison des milices Hamidiye et *korucu* : modèles institutionnels, retribalisation et dynamique des conflits', *European Journal of Turkish Studies*, Thematic Issue N°5, Power, ideology, knowledge - deconstructing Kurdish Studies, URL : <http://www.ejts.org/document778.html>
To quote a passage, use paragraph (§)

régionale en concurrence avec les élites urbaines, les *korucu* restent des acteurs largement locaux, pris entre le PKK (Partiya Karkaren Kurdistan/Parti Ouvrier du Kurdistan) et l'Etat, et intéressés à une limitation des conflits ouverts. Là non plus, un modèle commun de gestion de la périphérie n'est pas discernable. Au final, la comparaison est heuristique en ce qu'elle permet d'abord de pointer des différences.

I. Les milices comme analyseur des modèles institutionnels ottoman et turc

[5] La comparaison des deux institutions permet de pointer des différences majeures : mode de constitution, fonctions et effectifs, insertion dans le système administratif. Premièrement, les Hamidiye sont des régiments tribaux, l'adhésion est collective et obligatoire, alors que l'appartenance aux *korucu* est volontaire et ne remplace pas le service militaire, qui est au contraire une condition nécessaire d'appartenance. Deuxièmement, les effectifs et les fonctions des deux milices sont différentes. Si les régiments Hamidiye comptent jusqu'à 1 200 hommes, les milices de village ne regroupent souvent que quelques hommes, quelques centaines dans certains cas exceptionnels qui ne fonctionnent pas comme une unité militaire. Si le pouvoir ottoman compte sur la loyauté des tribus et ne semble pas inquiet de la constitution de larges unités, la situation est très différente dans la Turquie républicaine, où jamais les *korucu* ne sont autorisés à se constituer en unités militairement capables de s'opposer à l'armée régulière. Les régiments Hamidiye sont mobilisables dans tout l'empire et même en cas de guerre internationale (Balkans, Russie), alors que les *korucu* restent une milice locale de volontaires civils. Troisièmement, dans la pratique institutionnelle, les *korucu* et les Hamidiye sont insérés dans des réseaux d'institutions dont la logique est très différente. D'un côté, une administration ottomane divisée par le jeu complexe du Sultan multiplie les faveurs personnelles, de l'autre un enchevêtrement d'institutions sécuritaires, où les *korucu* sont en lien avec la gendarmerie, l'armée, la police et l'administration civile. Reprenons maintenant ces trois points en détail.

Régiment tribal et milice villageoise

[6] La formation des Hamidiye est inspirée des Cosaques de l'Empire russe par le biais d'un conseiller du Sultan, Şakir Paşa, ambassadeur en Russie pendant onze ans, puis aide de camp du Sultan de 1890 à 1895 (Georgeon 2003: 266). La levée de troupes tribales kurdes est d'ailleurs une pratique ottomane très ancienne¹. Un des premiers documents officiels dont on dispose sur les Hamidiye, daté du 14-15 avril 1891, semble montrer que Mohammad Zeki Paşa², *müşir* (maréchal) en poste à Erzurum et beau-frère du Sultan, est à l'origine immédiate de la constitution du corps (Kodaman 1987: 33). Le projet initial est de former une cavalerie de 20 000 hommes commandés, jusqu'au grade de chef d'escadrons, par des officiers tribaux.

[7] Le cadre légal est fourni par l'*irade* de 1891 qui justifie cette institution par le devoir, qui s'impose désormais à tous, de défendre l'empire, alors que les tribus ne font pas de service militaire, ce qui est encore largement vrai en 1914. Des mesures coercitives sont prévues en cas de refus de servir dans les Hamidiye. Des pourparlers sont engagés avec les grandes tribus kurdes, arabes de Mésopotamie (Amazi, Şammar, Mutefik) et Druzes mais, si le projet initial était plus large, les Hamidiye seront essentiellement des Kurdes sunnites et des Turcomans (deux régiments) (McDowall 1996: 59, Kodaman 1987: 35). En février 1891, les chefs kurdes pressentis pour former les premiers régiments sont appelés par le Sultan à Constantinople où ils prennent des engagements - qu'ils ne seront pas capables de tenir -, notamment pour le nombre d'hommes mobilisables. Comme le rapporte le *Times* (London) d'avril 1891 : 'About 120 Kurdish horsemen, among whom were several chiefs of tribes, have arrived here from Tebizond (sic), being the first batch of those intended to form a contingent of light cavalry corps of the Turkish Army on the Cossack system. After a course of instruction, the new military organization will return to Kurdistan [...] and be at the disposal of the Government in the capacity of a Militia, with the obligation of a month's drill under the colours each year.' (Behrendt 1993: 240 n.20).

[8] Les Hamidiye appartiennent à l'armée - les officiers sont pour partie des chefs tribaux formés dans une école spéciale (Hamidiye Suvuri Mektebi) et pour partie des militaires de carrière -,

¹ Dès le 16^{ème} siècle, les Kurdes ont un rôle militaire en dehors même de la surveillance des frontières, notamment dans la cavalerie de l'empire ottoman et participent aux expéditions contre l'Iran. Par contre, il n'est pas sûr qu'ils aient participé à la campagne contre Bagdad avec Sultan Murad IV (1623-1640) en 1638 (van Bruinessen 1988: 25).

² Bird (1906: 384 in Behrendt 1993: 240 n.20) signale la formation des Hamidiye dès décembre 1890 à Erzurum et en crédite Zeki Paşa.

Citation: Dorronsoro, Gilles (2006) 'Les politiques ottomane et républicaine au Kurdistan à partir de la comparaison des milices Hamidiye et *korucu* : modèles institutionnels, retribalisation et dynamique des conflits', *European Journal of Turkish Studies*, Thematic Issue N°5, Power, ideology, knowledge - deconstructing Kurdish Studies, URL : <http://www.ejts.org/document778.html>
To quote a passage, use paragraph (§)

ce qui explique que le code pénal militaire s'applique (Moreau 1997: 189). Les soldats s'équipent eux-mêmes (en dehors des fusils) et doivent en principe passer quelques mois à s'entraîner tous les ans. Une réorganisation marginale des Hamidiye intervient avec le nouveau règlement du premier mai 1896, peut-être en raison de l'indiscipline et des accusations de violence contre les Arméniens relayées par les puissances occidentales (Kodaman 1987: 41) : en conséquence, ceux-ci deviennent les '(Hamidiye) Hafif Süvarî Alayları'. La discipline, c'est-à-dire les sanctions, sont renforcées, pour lutter notamment contre les querelles en temps de paix et les tribus ont toujours explicitement l'interdiction de se réunir armées (Kodaman 1987: 34). Après 1908, les Hamidiye se reforment sous le nom de Régiments tribaux de cavalerie légère (Aşiret Hafif Süvarî Alayları) par un règlement du 23 août 1910. Il y a somme toute peu de différences avec les anciens régiments, mais on constate une plus grande présence des officiers réguliers. Quatre divisions sont organisées avec pour centres Erzurum, Karakilise, Ardıç, Mardin.

[9] Les *korucu* sont une organisation civile nettement distincte de l'armée. A partir de 1984, Turgut Özal a décidé de faire des milices villageoises un instrument de la contre-insurrection contre le PKK. Pour ce faire, le gouvernement va ressusciter une institution des débuts de la république, prévue par l'article 68 de la loi 442 de 1924 sur les villages, qui autorisait la formation de milices de volontaires par le conseil municipal³. Cette loi, destinée à lutter contre l'insécurité des premières années de la République, avait été abolie par le gouvernement İnönü en 1961. Le 26 mars 1985, la loi 3175 modifie la loi 442 et notamment son article 74⁴ pour établir les Geçici Köy Korucu (protecteurs de village à titre temporaire). Les *korucu* sont placés sous l'autorité du ministre de l'Intérieur qui sélectionne les volontaires, ils dépendent localement de la gendarmerie pour les questions de sécurité, ils sont payés et disposent d'armes et d'uniformes. Le conseil des ministres décide dans quels départements (*il*) on peut former des *korucu* (22 départements en 1985). Les *korucu* doivent remplir différentes conditions, notamment avoir effectué leur service militaire et ne

³ Art 68 : 'Köy sınırı içinde herkesin ırzını, canını ve malını korumak için köy korucuları bulundurulur'. L'article 74 précise 'Köy muhtarı ve ihtiyar meclisi, mahsul zamanlarında çapulcular ve eşkiya türemiş ise yağmadan köy halkını korumak için köylünün eli silah tutanlarından lüzumu kadarını gönüllü korucu ayırarak bunların isimlerini bir kağıda yazıp kaymakama götürür. Kaymakamın müsaadesi olursa bu gönüllü korucular asıl korucularla beraber yağmacılara ve eşkiyaya karşı köy ve köylüyü korurlar (...)'.
⁴ Pour le texte intégral de la loi sur les villages et ses modifications successives : <http://www.hukuki.net/kanun/442.13.text.asp>

Citation: Dorronsoro, Gilles (2006) 'Les politiques ottomane et républicaine au Kurdistan à partir de la comparaison des milices Hamidiye et *korucu* : modèles institutionnels, retribalisation et dynamique des conflits', *European Journal of Turkish Studies*, Thematic Issue N°5, Power, ideology, knowledge - deconstructing Kurdish Studies, URL : <http://www.ejts.org/document778.html>
To quote a passage, use paragraph (§)

pas avoir de casier judiciaire⁵. En plus des Geçici Köy Korucu, des Gönüllü Korucu (protecteurs de village volontaires), formées de volontaires bénévoles affectés à la défense passive du village, peuvent être constituées par le conseil municipal avec l'aval du sous-préfet (*kaymakam*).

[10] Les différences dans l'organisation institutionnelles - recrutement collectif et tribal contre adhésion individuelle volontaire, organisation militaire ou civile - prennent sens quand on analyse les fonctions et les effectifs des milices.

Les fonctions et l'évolution des effectifs

[11] La mise en place des Hamidiye a été une opération difficile du fait de la lourdeur administrative d'un Empire sans beaucoup de moyens financiers et des résistances de certaines tribus kurdes (voir plus loin). En mai 1893, devant la lenteur du processus, Abdülhamid signe un nouvel *irade* constituant une commission pour accélérer la mise en place des Hamidiye (Moreau 1997: 206) et une réunion est organisée à Istanbul par le Sultan entre *müşir* Mehmet Zeki Paşa et différents *ağa* (Firat 1970: 147). 48 régiments sont formés et 865 officiers de tribus sont nommés. Trois écoles d'officiers sont fondées à Erzurum, Muş et Erzincan et le quartier général des Hamidiye passe de Muş à Alaşkert. Le Sâlnâme-i Askeri de 1895 comptabilise 56 régiments Hamidiye (Kodaman 1987: 39). A la fin de 1898, le nombre de régiments est porté à 63 en raison de la création de deux nouveaux régiments soit, si l'on compte entre 768 et 1152 hommes en moyenne par régiment (Shaw; Shaw 1977: 246), entre 30 000 et 60 000 hommes selon les périodes⁶.

⁵ D'après l'article 5 de la Köy Korucuları Yönetmeli, Les *korucu* doivent remplir les conditions suivantes : '1) T.C.vatandaşı olmak, 2) Türkçe okur-yazar olmak, 3) Askerliğini yapmış olmak, 4) 22 yaşından küçük, 60 yaşından büyük olmamak, 5) Kamu haklarından mahrum bulunmamak, 6) Bir suçtan dolayı hüküm giymemiş olmak, 7) Yıkıcı, bölücü ve irticai faaliyetlere karışmamış olmak, 8) İyi huylu tanınmış bulunmak ve herkesle kavga çıkarmak, sarhoşluk gibi huysuzluklara sahip olmamak, 9) Görev yapacağı köyde ikamet ediyor olmak, 10) Görevini yapmasına engel olacak vücut veya akıl hastalığı veyahut vücut sakatlığı ile özürli bulunmadığını sağlık raporu ile belgelemek' <http://www.mevzuat.adalet.gov.tr/html/20524.html>. De plus, d'après l'article 16 du Köy Korucuları Yönetmeli (Koruculara Yasak Olan İşler), certaines choses sont interdites aux *korucu*, notamment de travailler en plus de leurs fonctions de milicien, 'Koruculara yasak olan işler şunlardır: 1) Koruculuktan başka iş yapmak, örneğin dükkân, kahvehane, han açıp işletmek veya bunlara ortaklık etmek; 2) Köylüden herhangi birinin veya kendi hizmetinde bulunmak için izinsiz görevini terk etmek; 3) Koruduğu bağ ve bahçe ve ekinlerden füzuli faydalanmak; 4) Kendi hayvanlarını otlatmak ve köye çobanlık etmek; 5) Levha, elbise ve silah ve cüzdanını üzerinde taşımamak veya değiştirmek.' Voir <http://www.mevzuat.adalet.gov.tr/html/20524.html>

⁶ Dans le même sens, voir Nolde (1892: 227 in Behrendt 1993: 241 n26) : 'Bis zum Sommer 1894 waren 60 000 Kurdenreiter in diese besonderen Regimenter eingereiht [...]'.

[12] Les fonctions des Hamidiye sont multiples, mais le pouvoir ottoman les utilise dans les opérations militaires importantes avec les unités régulières. Cependant, leur efficacité militaire est probablement assez faible pour des opérations lourdes. Ils participent ainsi à une expédition au Yémen en 1905, mais les problèmes de mobilisation sont tels qu'un mois est nécessaire pour les rendre opérationnels. De même, en 1904, les Hamidiye de la tribu Milli sont réticents à se mobiliser contre les tribus arabes. Par contre, les Hamidiye subissent des pertes importantes lors de la guerre des Balkans (van Bruinessen 1992: 189) et seront engagés en 1914 contre les Russes (Dersimi 1997: 43). La constitution d'un instrument militaire efficace a largement échoué et, en pratique, ces régiments ont d'abord un rôle régional, notamment contre les Arméniens.

[13] De façon significativement différente des Hamidiye, la fonction des *korucu* est de garder le village et ses infrastructures, de renseigner les autorités, d'effectuer des tâches de protection civile⁷. Avec des effectifs limités et sans formation militaire, les *korucu* sont ponctuellement intégrés dans les opérations militaires en raison de leur connaissance du terrain, mais la différence avec les unités régulières reste marquée. Jamais le pouvoir turc n'a permis la constitution de larges unités militaires dont la loyauté était *a priori* suspecte. La montée en puissance des *korucu* a été particulièrement rapide : 35 000 hommes au printemps 1993, 56 000 en 1995. En 2005, 89 000 personnes environ sont miliciens : 59 000 Geçici Köy Korucu et 33 000 Gönüllü Korucu⁸.

⁷ D'après l'article 9 de la Köy Korucuları Yönetmeli du 01.07.2000 et la loi 24096 parue à la *Resmi Gazete* : 'Köy korucularının görevleri şunlardır: a) Köy halkının canına, ırzına, malına ve tasarruf emniyetine tecavüz edenleri belirlemek, bunları takip etmek, köy muhtarına ve en yakın jandarmaya en seri vasıta ile bildirmek, kaçmalarını, saklanmalarını önlemek, köy halkının ve köyün zabıta görevlilerinin de yardımıyla yakalamak; b) Suç işlenirken veya işlendikten sonra, henüz izleri kaybolmadan sanıkları yakalamak; c) Adli kolluk işleri ile ilgili olaylarda, delillerin kaybolmamasını sağlayacak tedbirleri almak; d) Yangın, sel, deprem, toprak kayması, cığ gibi tabii afetleri bilgi edindiğinde, köy muhtarına ve en yakın jandarmaya haber vermek; e) Köyde bulunan eski hükümlülerin, sabıkalı ya da şüphelilerin iş ve ilişkilerini araştırmak, asker ve yoklama kaçaklarını takip etmek, bunlar hakkında elde ettiği bilgileri muhtara veya jandarmaya bildirmek; f) Bağ, bahçe ve yolları, içme suyu tesisleri ile trafo ve köy orta malları, su kuyuları, su setleri ve kanallarına ve benzeri köy tesislerine yönelik her türlü tecavüzleri önleyecek tedbirleri almak ve bu gibi tesislerin korunmasında genel ve özel kolluk kuvvetlerine yardımcı olmak'.

⁸ En 2005, les estimations officielles du nombre de *korucu* sont les suivantes : Bitlis (3 730), Diyarbakır (5 187), Hakkari (7 614), Şırnak (6 756), Tunceli (368), Batman (2 887), Bingöl (2511), Mardin (3 323), Muş (1 860), Siirt (4 661), Van (7320), Adıyaman (1 485), Ağrı (1 838), Ardahan (91), Elazığ (2083), Gaziantep (555), Iğdır (362), K. Maraş (2 236), Kars (558), Kilis (33), Malatya (1 365), Şanlıurfa (934) (Beşe 2005: 137).

Les modèles bureaucratiques

[14] Ces deux institutions relèvent de modèles très différents d'articulation avec le centre. Sous l'Empire ottoman, la place des Hamidiye tient à leurs relations directes avec le Sultan, alors que, dans les années 1990, les *korucu* sont intégrés à un réseau d'institutions sécuritaires dominé par les militaires.

[15] Le pouvoir ottoman sous le règne d'Abdülhamid est à la fois centralisé et fragmenté (Georgeon 2003: 147). En parallèle avec l'administration régulière, le Sultan entretient des réseaux personnels, fondés notamment sur une solidarité religieuse, qui lui permettent de contrôler ou de contrer sa propre administration, dont l'appareil est souvent très lié aux élites locales. Les cheikhs et les Hamidiye sont les premiers bénéficiaires de ce système, qui n'est d'ailleurs pas particulier aux régions kurdes. Le Sultan soutient les régiments Hamidiye, qui lui prêtent un serment de fidélité personnel, contre l'administration régulière, y compris quand ceux-ci sont très directement la cause de désordres majeurs. Les relations entre le supérieur des régiments Hamidiye, *müşir* Zeki Paşa, et ses régiments sont très proches et cordiales. Ce dernier les protège contre les autorités civiles qui n'ont pas de pouvoir sur les Hamidiye et en cas de conflit ouvert, les administrateurs civils sont régulièrement évincés. Ainsi, le *kaymakam* de Tortum, Lufti Bey s'enfuit en Russie car il ne veut pas couvrir les exactions des Hamidiye dans ce *kaza*, ce qui lui est reproché par le *müşir* d'Erzincan. De même, Zeki Paşa se plaint de la façon dont le gouverneur du *velayet* de Mosul, Ebubekir Hazım Bey, traite les Hamidiye et obtient son remplacement (Çetinsaya 1994: 152). Pour Rohrbach (1902: 196, 197 in Behrendt 1993: 242 n32) les Hamidiye : 'sind von der ordentlichen Gerichtbarkeit der Wilajets eximiert (sic) und unterstehen direkt dem Sultan resp. ihrem Generalkommandanten, dem Tscherkessen Muschir (Marschall) Seki Pascha in Ersingian. Jedes Vergehen, jede Gewalttat, die von einem Hamidié, sei er Pascha or gemeiner Reiter, gegen das gewöhnliche Recht begangen worden ist, kann erst vom Muschir abgeurteilt werden. Die Provinzialgouverneure und die ordentlichen Gerichte haben keine Autorität über die Mitglieder des Korps.' Un changement d'attitude de Zeki Paşa est cependant notable après 1900 en raison des plaintes qui se sont multipliées et d'une diminution de la menace russe, des tentatives sont alors faites pour limiter les exactions des Hamidiye (McDowald 1996: 63).

Citation: Dorronsoro, Gilles (2006) 'Les politiques ottomane et républicaine au Kurdistan à partir de la comparaison des milices Hamidiye et *korucu* : modèles institutionnels, retribalisation et dynamique des conflits', *European Journal of Turkish Studies*, Thematic Issue N°5, Power, ideology, knowledge - deconstructing Kurdish Studies, URL : <http://www.ejts.org/document778.html>
To quote a passage, use paragraph (§)

[16] En revanche, le modèle républicain est celui d'une articulation complexe des *korucu* avec les institutions de sécurité. Le régime mis en place après le coup d'Etat de 1980 organise l'autonomie des institutions de sécurité vis-à-vis du pouvoir civil et la présence obsessionnelle du thème de la sécurité nationale avec, en miroir, celui du séparatisme. Dans ce régime sécuritaire (Dorronsoro 2005), la politique kurde échappe très largement au gouvernement et l'armée décide de façon largement autonome, au moins jusqu'en 2002, de la politique à tenir.

[17] Les *korucu* dépendent du ministère de l'Intérieur, mais sont sous l'autorité de la gendarmerie locale pour l'organisation de la sécurité, le renseignement etc. En pratique, les *korucu* sont étroitement liés aux services spéciaux (MIT, JITEM). Le début des années 1990 est la période où se développent les réseaux les plus informels, avec une véritable compétition entre les institutions de sécurité, d'où la confusion soulignée par le rapport de la commission parlementaire sur les meurtres non-élucidés (TBMM 1995). Certaines pratiques sortent très directement de la légalité, les *korucu* étant liés à des groupes politiques/criminels issus du mouvement d'extrême-droite des *ülkücü*. Dans un cas, le préfet (*vali*) de Batman, Salih Şarman, ancien *kaymakam* de Gercüş (un des lieux de recrutement du Hizbollah) a fait acheter directement à l'étranger (et sans autorisation) par son adjoint pour 2,7 millions de dollars d'armes destinées aux *korucu* de sa province. On sait qu'à l'époque, les *ülkücü*, notamment le chef d'une des bandes les plus importantes, Abdullah Catlı, allaient fréquemment chez le député DYP (Doğru Yol Partisi/Parti de la Juste Voie) de Batman Faris Özdemir, dont la tribu était en partie milicienne. Par la suite, on constate une relative centralisation et les stratégies de ce type sont abandonnées au profit d'opérations militaires plus classiques.

II. Milices et tribus

[18] Les modèles institutionnels n'étant guère similaires, examinons maintenant l'argument qui porte sur le processus de mobilisation des tribus. Les Hamidiye sont incontestablement fondée sur le recrutement de tribus et beaucoup de spécialistes du Kurdistan font également des *korucu* un phénomène essentiellement tribal (İmset 1992, Aytar 1992, Bozarslan 1997). Le discours officiel, par exemple le préfet (*vali*) de Diyarbakır, Kozakçıoğlu, refuse cependant le parallèle entre Hamidiye et *korucu* (*Yeni Yurt* 27/07/1990), mais qu'il y ait une volonté de manipulation des 'tribus' pour contrer le

Citation: Dorronsoro, Gilles (2006) 'Les politiques ottomane et républicaine au Kurdistan à partir de la comparaison des milices Hamidiye et *korucu* : modèles institutionnels, retribalisation et dynamique des conflits', *European Journal of Turkish Studies*, Thematic Issue N°5, Power, ideology, knowledge - deconstructing Kurdish Studies, URL : <http://www.ejts.org/document778.html>
To quote a passage, use paragraph (§)

PKK est certain. Les effets réels de cette politique sont pourtant passablement complexes. Notre hypothèse est ici que la focalisation sur certaines régions a fait oublier l'importance des contextes locaux, ce qui aurait permis de voir que, dans certains cas, les *korucu* fonctionnent comme une forme de politisation en opposition à la 'politique de la parenté' dont la tribu est la forme majeure. Pour préciser ces points, on abordera d'abord les mécanismes de l'adhésion, et en particulier les mécanismes d'accumulation des ressources des *korucu* et des Hamidiye, puis l'effet de la constitution des milices sur les acteurs.

Les raisons de l'adhésion : contraintes et accès aux ressources

[19] Dans les deux cas, on peut présenter l'adhésion comme la résultante de trois logiques : contrainte étatique, conflits locaux et, *last but not least*, accès aux ressources. Ces trois logiques sont communes aux Hamidiye et aux *korucu*, mais nous reviendrons en conclusion de ce paragraphe sur une différence centrale touchant au poids respectif de la prédation et des ressources étatiques.

[20] Certains recrutements sont directement la résultante des pressions étatiques. L'adhésion aux Hamidiye n'est pas un choix des chefs tribaux, le pouvoir central choisit certaines tribus notamment en fonction de leur situation géographique⁹. mais le pouvoir ottoman a cependant du mal à imposer la formation des régiments aux tribus réticentes. Par exemple, d'après Aytar (1992: 54), seules 13 tribus nomades sur 51 importantes auraient accepté d'envoyer des hommes dans les régiments Hamidiye. Le refus est particulièrement marqué dans le sud du Kurdistan d'où une révolte en 1891 (été, automne), alors que des résistances se font initialement sentir à Erzurum, Van, Bitlis, Muş et Dersim. La formation des Hamidiye pose aussi des problèmes spécifiques à Dersim en raison de leur appartenance à l'alévisme, ce qui provoque initialement des révoltes en 1892-93 (Aytar 1992: 55). Les tentatives pour former des Hamidiye avec des tribus aléviées relativisent l'argument d'une politique délibérée d'opposition entre les Sunnites et les Alévis dans la région. Dans le cas des

⁹ Dans les premiers projets, 24 régiments sont prévus, appartenant à différentes tribus qui sont très majoritairement proches de la frontière russe, ce qui laisse penser que l'objectif initial était bien la protection de la frontière. Les tribus : Sepki (*kaza* Antab et *Alaşkert sancak* Beyazit), Hasmanlı (*kaza* de Hınıs de la province d'Erzurum et *kaza* de Malazgirt et Bulanık de la province de Bitlis), Cibranlı (*kaza* Varto, *sancak* Muş, province Bitlis), Karapapaklı (*kaza* Antab, *sancak* Beyazit, province Erzurum), Camandanlı (*kaza* Alaşkert, *sancak* Beyazit, province Erzurum), Celali et Zeylanlı (environs de Beyazıt, montagne de Sinek Dağı et frontières de l'Empire), Admanlı (*kaza* de Diadin et le *nahiye* de Hamur, *sancak* de Beyazıt, province d'Erzurum), Meydan (nomades dépendant de la province de Diyarbakır) (Moreau 1997: 186).

korucu, les rapports de force sont nettement plus favorables au gouvernement, les pressions sont directes et entraînent éventuellement des sanctions : en général l'évacuation et la destruction du village rétif. Les militaires convoquent des chefs de tribus et font pression sur eux, y compris par la détention et la torture, pour qu'ils s'intègrent aux milices (İmset 1992: 108). Dans un cas, en décembre 1987, 27 villageois de la tribu Oramar - classée proche des nationalistes kurdes et ennemis de la tribu Zeydan qui est *korucu* - sont tués par l'armée à İkkikaya (près de Yüksekova) car ils avaient refusé de devenir miliciens. Le pouvoir joue alors une logique de polarisation pour obliger chacun à choisir son camp, stratégie d'ailleurs similaire à celle du PKK, les deux camps pensant tirer profit de l'élimination des modérés.

[21] De façon indirecte, les situations de conflits amènent des groupes à s'armer, notamment les frictions continues entre Arméniens et Kurdes dans la région de Bitlis. Pour ce qui est des *korucu*, on distingue deux cas de figure. D'une part, le PKK, avant même le coup d'Etat de 1980, a organisé plusieurs tentatives d'assassinat contre des 'féodaux', c'est-à-dire des grands propriétaires terriens. Ceci explique la mobilisation de grandes familles tribales comme les Bucak à Siverek, mais aussi les Özdemir à Batman, dont deux frères de l'actuel leader ayant été tués par le PKK avant le coup d'Etat. D'autre part, les demandes d'adhésion pour être *korucu* varient au regard de la situation sécuritaire. A Sason, un district (*ilçe*) de Batman, 650 demandes d'adhésion aux *korucu* sont enregistrées début 2005 en raison d'un retour de la guérilla, le total serait alors de 2 259 *korucu* pour le *ilçe* (*Batman Gazetesi*, 06/06/2005).

[22] Mais ce qui semble être un facteur majeur d'adhésion aux milices est l'accès à différentes ressources : rétribution directe par l'Etat, connexions profitables dans l'appareil d'Etat, facilités pour exercer les activités illégales. En premier lieu, les miliciens, *korucu* ou Hamidiye, touchent des salaires et divers avantages. Les Hamidiye sont rémunérés uniquement pendant les campagnes. La lenteur dans le paiement explique en partie la propension à la rapine ou la révolte : deux régiments Hamidiye se soulèvent en 1908 à Edirne car ils n'ont pas été payés. Par ailleurs, les Hamidiye ne payent pas d'impôts, en dehors de ceux qui portent sur les troupeaux, peu élevés en raison des fraudes et la dîme qui revient au Trésor. Ils ne font pas le service militaire qui est introduit à cette période. Dans le cas des *korucu*, le salaire est d'autant plus important que l'économie du Sud-Est est véritablement naufragée dans les années 1980 et 1990 en raison de l'insécurité et du

faible investissement étatique (hors du militaire). En valeur absolue, la paye d'un *korucu* se situe aux environ de 230 dollars mensuels (İmset 1992: 116, Beşe 2005: 136) et, sous certaines conditions, ils bénéficient du système de protection sociale des fonctionnaires. Si l'on compte environ 60 000 *korucu* rémunérés, l'investissement étatique est d'environ 150 à 200 millions de dollars par an en salaires, ce qui est considérable dans des régions majoritairement rurales et pauvres.

[23] En second lieu, l'appartenance aux milices donne un accès au pouvoir, d'où certains bénéfices directs ou indirects. Ainsi, le chef de la tribu Jirki, Tahir Adıyaman, a été *de facto* sinon *de jure* pardonné par le gouvernement, alors qu'il était recherché avec d'autres membres de sa tribu pour un incident datant de 1975 lors duquel plusieurs gendarmes avaient été tués. De même, les *korucu* ont été une source importante d'accumulation économique pour leurs leaders. En particulier, le gouvernement a avantagé les entreprises contrôlées par des chefs *korucu* dans les marchés publics (İmset 1992: 114, 115). Au niveau du village, l'appartenance aux *korucu* permet de meilleures relations avec l'administration locale, le sous préfet (*kaymakam*) écoutant plus facilement le *muhtar* d'un village qui a donné des gages de loyauté au gouvernement, par exemple pour la construction des routes ou l'électrification. Dans un autre contexte, les commandants des Hamidiye utilisent leur position pour tenter de s'intégrer dans l'appareil administratif ottoman, notamment par le biais d'une école tribale, l'Aşiret Mektebi (1892-1908). Certains chefs tribaux demandent l'admission de leurs enfants, par exemple, les 14 régiments Hamidiye basés à Bayazıt demandent l'inscription de deux enfants par régiments, ce qui est accepté (Moreau 1997: 226)¹⁰.

[24] D'autre part, les milices sont liées au banditisme et à l'économie criminelle. Dans le cas des Hamidiye, le banditisme à grande échelle a été une source importante d'accumulation économique, notamment par le pillage des convois, le racket des populations arméniennes et l'appropriation des terres (Klein 2003). Pour leur part, les *korucu* ont été mêlés à différents scandales

¹⁰ Cette avait pour fonction de renforcer la loyauté des tribus périphériques de l'Empire contre les idées nationalistes dans le projet de l'Union de l'islam, İttihâd-ı islam. C'est aussi une manifestation du centralisme ottoman (Kodaman 1987, Akpınar 1997). Au départ, les enfants devaient être des Arabes, puis le recrutement s'élargit aux Kurdes puis aux Albanais (Akpınar 1997: 32). Le mécanisme de l'ouverture tel qu'il est décrit par Akpınar est intéressant (1997: 38 et s.) en ce qu'il montre que les Kurdes en sont pas une priorité par rapport aux Arabes. Au Palais, le Maarif Nezareti est en effet opposé à la demande d'admission des Kurdes. Selon le Nezaret, il y a 35 régiments Hamidiye. Or si chaque régiment envoie deux enfants, on arrive à 70 par an et 350 sur 5 ans (la durée de la scolarité). En ajoutant les Arabes, on arrive à 600 élèves, ce qui suppose des fonds supplémentaires. Le Nezaret propose d'envoyer les enfants vers les écoles militaires, à la Mekteb-i Harbiye, où une classe spéciale a été ouverte.

liés à la contrebande, au trafic d'armes et à la drogue. De façon plus diffuse, une petite criminalité s'est développée en raison de l'impunité (réelle ou supposée) des milices. Depuis 1985, 900 *korucu* ont été emprisonnés et près de 5 000 ont été accusés de différents délits et crimes (Beşe 2005: 136). Une analyse par catégorie d'infractions (İnsan Hakları Derneği 1997) montre que les délits sont locaux, essentiellement des vols et des règlements de compte entre village. Les *korucu* ont également accaparé des terres appartenant à des villageois qui avaient été expulsés de leur village (IDMC-TESEV 2006). La sortie de conflit - aujourd'hui remise en cause en raison de la reprise de la guérilla - au début des années 2000 pose la question de la reconversion des *korucu*, et parallèlement des occupations illégales des villages vidés par l'armée, dont les *korucu* ont accaparé les maisons ou les terres. Quelques incidents récurrents indiquent que les villageois qui tentent de se réinstaller se heurtent parfois aux *korucu* qui occupent leurs biens.

[25] L'accumulation des ressources par l'appartenance aux milices est de nature différente pour les *korucu* et les Hamidiye sur un point central. Dans le cas des Hamidiye, les ressources sont principalement acquises par la prédation contre d'autres groupes (urbains, Arméniens, commerçants etc.) et assez peu d'origine étatique. Dans le cas de *korucu*, les ressources sont pour une large part étatiques (salaires, marchés publics et contrebande de façon indirecte) ou criminelle (drogue), mais plus marginalement liée à la prédation (cas des appropriations de terres cependant). En effet, et ici la différence est centrale avec les Hamidiye, l'affrontement n'est pas une occasion de profit (c'est le rapport avec l'Etat qui l'est). Cette différence explique que les formes et le niveau de la conflictualité soient différents dans le cas des *korucu* et des Hamidiye, comme nous allons le voir maintenant.

Une retribalisation ?

[26] Les Hamidiye sont constitués de tribus sous l'autorité de leur chef (Beşikçi 1969: 317), même si des tribus trop petites sont réunies pour former un régiment (McDowall 1996: 59). Quant au recrutement des *korucu*, il obéit à une double logique selon la configuration initiale, population tribalisée ou non. Premièrement, les *korucu* peuvent être formés de segments tribaux, de groupes déjà constitués. Dans ce cas, le gouvernement traite en fait avec le chef, qui doit ensuite faire accepter sa décision par les autres, ce qui n'est pas automatique, certaines tribus se divisant sur cette question. Le cas le plus connu est peut-être celui de Bucak de Siverek ou des Tatar de Şırmak,

mais la plupart des *korucu* d'Hakkari fonctionnent également sur ce modèle. Il faut ici souligner qu'il n'y a pas de statut très clair de chef tribal, la hiérarchie est souvent mouvante et l'analyse des biographies des chefs *korucu* montre qu'il s'agit assez souvent de personnages à la limite de la légalité, plus que de notables locaux, particulièrement dans la région de Beytüşşebap. Deuxièmement, les *korucu* peuvent être des individus au sein d'un village sans qu'un notable joue nécessairement un rôle clé. La décision est alors prise par les villageois par consensus mais, dans certains cas, le village se divise (Dorronsoro 2006).

[27] La formation des *korucu* entraîne-t-elle une logique de (re)tribalisation (Bozarslan 1997: 246) ? Par le biais des milices, la tribu devient le cadre de mobilisation de nouvelles ressources, en ce sens il y a effectivement renforcement de la tribu. Dans le cas des *korucu*, les salaires étant généralement payés au chef de clan qui les redistribue ensuite librement à ses hommes, ont assisté à un renforcement la hiérarchie tribale. De plus, celui-ci enrôle ses hommes sans beaucoup de contrôle de l'administration et les entreprises illégales comme la contrebande ou le banditisme s'appuient sur l'institution tribale et donc indirectement sur le système milicien.

[28] Peut-on évaluer l'importance des milices issues de formations tribales, ce qui donnerait une indication de l'importance de ce phénomène de retribalisation? La liste des tribus qui ont formé des *korucu* (Aytar 1992: 180, İmset 1992: 100) montre que les tribus mobilisent rarement plus de quelques dizaines d'hommes. Les quelques cas où le chef d'une tribu revendique plusieurs centaines d'hommes en armes - les Bucak revendiquent environ 400 hommes au début des années 1990 - sont à considérer avec précaution, notamment du fait que ces hommes ne sont pas mobilisables comme une unité militaire cohérente et que l'exagération a pour fonction de souligner l'importance politique du leader. La tribu Ertuşi qui recruterait 1 846 *korucu* à Van (Tôri 2005: 255) ne constitue certainement pas une unité militaire, ni une formation politique cohérente. Si l'on prend une liste qui mentionne les milices de plus de 500 hommes (Tôri 2005: 255), 14 tribus sont mentionnées pour un total de 21 979 *korucu* (11 743 Geçici et 10 236 Gönüllü *korucu*), ce qui représente moins d'un quart des effectifs totaux. Par ailleurs, cinq tribus sont d'Hakkari et cinq de Şırnak, ce qui représente une forte concentration sur deux départements frontaliers. Le tableau qui émerge semble donc le renforcement des tribus dans quelques départements, le reste des *korucu* se recrutant le plus souvent au niveau du village sans mobilisation automatique d'une solidarité tribale.

[29] En effet, dans beaucoup de régions, les appartenances tribales sont peu effectives comme cadre de mobilisation et le phénomène milicien ne permet pas de retribaliser ces populations. L'adhésion aux *korucu* peut se faire en dehors des affiliations de parenté (clan) et même favoriser une rupture dans une organisation sociale structurée autour de la parenté ([Dorronsoro 2006](#)). Le pointage réalisé pour les villages entre Mardin et Diyarbakır montre que l'adhésion aux milices ne se fait pas sur une base tribale, ni même clanique au sein de village car souvent les milices sont un composite de plusieurs clans. Le modèle des milices de Şırnak et d'Hakkari n'est clairement pas transposable dans ces régions. Enfin, la guerre a provoqué indirectement un mouvement de détribalisation de grande ampleur. Ainsi, les villages évacués perdent largement leur affiliation tribale, on a donc un effet décisif, mais souvent sous-estimé, de la pression gouvernementale (liée aux pressions pour contraindre les villageois à devenir miliciens). Ce n'est pas marginal car des centaines de milliers de personnes sont partis des campagnes notamment en raison de l'insécurité. De plus, l'économie rurale, et notamment la transhumance, a largement disparu des régions kurdes en raison des opérations militaires. Là aussi, la conséquence la plus directe de la guerre est bien une désorganisation des tribus. L'analyse des votes et le profil des élus montrent de façon générale que les tribus ne sont plus, dans la plupart des régions, des mécanismes effectifs de mobilisation. Les indications dont nous disposons ne vont pas dans le sens d'un maintien des solidarités tribales dans le cadre urbain (Batman, Diyarbakır), contrairement à l'hypothèse d'un maintien des *asabiyya* en milieu urbain.

III. Les effets sur la conflictualité

[30] Après avoir souligné les effets complexes du système milicien sur le maintien des solidarités tribales, on aborde maintenant la nature de la conflictualité. En premier lieu, les Hamidiye sont de véritables groupes structurés qui s'affrontent à des élites concurrentes ou à des populations arméniennes à une échelle souvent régionale. Les Hamidiye prennent l'initiative des affrontements du fait de la logique de prédation et de la concurrence tribale. De façon contrastée, les *korucu* sont des groupes plus réduits, sans stratégie régionale, qui s'affrontent localement à d'autres groupes et/ou participent à l'économie illégale/informelle. Ils tendent en général à limiter les conflits qui les impliquent directement, car les ressources ne sont pas accumulées dans les affrontements et qu'il

n'y pas de mécanisme de concurrence tribale observable au même niveau que pour les Hamidiye en raison notamment d'une territorialisation des tribus beaucoup plus effective et d'un contrôle réel de l'armée. En second lieu, on observe dans le cas des Hamidiye l'accumulation des ressources et la constitution d'acteurs régionaux potentiellement concurrents des institutions étatiques ou du moins de certaines élites sociales - dans la région d'Urfa principalement -, mais pas dans le cas des *korucu*.

Ressources et niveau de conflictualité

[31] Dans le cas des Hamidiye, deux facteurs contribuent à une conflictualité soutenue et dynamique. Premièrement, l'accumulation des ressources nécessite la prédation. Comme on l'a vu plus haut, les ressources de l'Etat ne sont pas centrales pour les Hamidiye, qui exercent une prédation parfois considérable, au point de perturber considérablement les mécanismes économiques. Les Hamidiye effectuent des razzias jusqu'aux portes d'Erzurum et se rendent coupables d'attaques sur les convois (Moreau 1997: 211). Dans les années 1906-1907, les notables des villes d'Erzurum, de Bitlis et de Diyarbakır s'organisent en défiance du gouvernement pour se protéger contre les *ağa* locaux (Duguid 1973: 152-153). Les raids contre les Arméniens sont également une façon de lutter contre leur refus, de plus en plus marqué, de payer les tributs pour leur 'protection'.

[32] Deuxièmement, les conflits transforment les équilibres tribaux, notamment du fait que les tribus n'adhèrent pas toutes au système milicien. L'afflux de ressources (armes, protection du Sultan) insufflé une dynamique de concurrence et la remise en cause des équilibres existant, y compris à l'intérieur d'une tribu comme les Haydaranlı ou les Jalali (Olson 1996: 65 n.26). Comme dans toute société segmentaire, l'armement d'un segment se fait au détriment des autres et provoque des tensions. Les chefs de tribus qui participent aux Hamidiye ont un pouvoir accru à la fois sur leur propre tribu et sur ses concurrents. La déstabilisation du système existant est d'autant plus forte que selon le Major Noel : 'The privilege of becoming Hamidia was generally granted to smaller tribes with a view to strengthening them so as to break up any chances of tribal combination' (Duguid 1973: 145). Il faut cependant nuancer cette appréciation dans la mesure où le cas de la confédération des Milli montre que la concurrence inter-tribale peut entraîner une concentration du pouvoir sans que le

Citation: Dorronsoro, Gilles (2006) 'Les politiques ottomane et républicaine au Kurdistan à partir de la comparaison des milices Hamidiye et *korucu* : modèles institutionnels, retribalisation et dynamique des conflits', *European Journal of Turkish Studies*, Thematic Issue N°5, Power, ideology, knowledge - deconstructing Kurdish Studies, URL : <http://www.ejts.org/document778.html>
To quote a passage, use paragraph (§)

Sultan intervienne pour contrer ce mouvement. Il est possible que le Major Noel confonde les pratiques ottomanes et celles des autorités britanniques.

[33] Les régiments utilisent les armes de l'Etat pour combattre d'autres tribus. Par exemple, les Cibrân attaquent les Khurmak (alevis) et confisquent leurs propriétés (McDowall 1996: 60). Autre exemple, autour d'Amadiyah, Haji Ağa, chef de la tribu Artusiyah et chef d'un régiment de cavalerie Hamidiye (*kaymakam*), attaque et pille des villages de la région à partir du début 1897. Il est intouchable car Zeki Ağa à Erzincan refuse de prendre des mesures contre lui. En novembre 1898, Haji Paşa pille des villages qui appartiennent à un cheikh nakshbendi de Dohuk, Nur Muhammad. Ce dernier rassemble des troupes pour punir l'agression et lance notamment des représailles contre les Kurdes Kochar qui appuient Haji Ağa. Les conflits peuvent également survenir entre deux régiments Hamidiye. Ainsi, la situation est troublée particulièrement entre Urfa et Siverek où les conflits entre Milli et Karakeçi et les pillages sont permanents¹¹. İbrahim Paşa, chef des Milli, attaque ses ennemis Karakeçi en pleine ville de Siverek. Les troubles sont tels qu'une commission d'enquête est mandatée en 1899 pour enquêter sur les agissements d'İbrahim Paşa, mais sans effet en raison des protections dont jouit ce dernier. Encore en 1904, Halil Ağa, le chef des Hamidiye de la tribu Karakeçi, obtient une commission impériale qui se réunit à Siverek pour résoudre les différends entre tribus Milli et Karakeçi.

[34] Dans le cas des *korucu*, il n'y a pas de logique de prédation généralisée ni possibilité d'attaquer directement des concurrents en raison du contrôle étatique. L'accumulation des ressources économiques et sécuritaires ne conduit pas à une transformation significative des acteurs et il n'y a pas émergence d'un pouvoir régional. Il est de ce point de vue significatif que les *korucu* tendent à diminuer le niveau de conflictualité local contre le PKK. Les observateurs des deux camps sont d'accord sur la faible combativité des milices qui sont employées pour la garde passive ou comme scout de l'armée régulière. De même les conflits entre tribus sont relativement limités et les

¹¹ Nolde (1892: 248 in Behrendt 1993: 242 n.29) : 'Er [Ibrahim Beg] könnte, wenn es darauf ankäme, 500 militärisch bewaffnete Krieger ins Feld stellen [...] Ibrahim Beg war zwar aufgefordert worden, in die Hamidijés einzutreten, aber infolge von Ränken in der Umgebung des in Erzingjan befehligen Moushirs sollte er, Ibrahim Beg, sich mit dem Range eines Majors begnügen, was ihm natürlich nicht passe und zwar um so weniger, als ein Nachbar und Konkurrent von ihm, ein Agha, der keine 300 Bewaffnete aufzustellen vermöge, Oberst sein solle. Natürlich werde dieser Agha keinen Genuss von dieser Ernennung habe, denn er, Ibrahim, wolle sei Leben dafür einsetzen, jenen Agha, seinen Gegner, umzubringen'.

espaces urbains ne sont qu'exceptionnellement touchés. Environ 1 400 *korucu* ont été tués dans les opérations militaires depuis 1985 contre le PKK qui a ponctuellement exercé des représailles contre leurs familles. Les menaces du PKK tendent à décourager les *korucu* (İmset 1992: 115) qui souvent tentent de déposer les armes malgré les pressions du gouvernement. Dans de nombreux cas, le réflexe des milices est bien de chercher un accord avec le PKK pour éviter l'affrontement (Yalçın-Heckmann 1991: 36), ce qui explique les cas très fréquents de double jeu des *korucu*. Ainsi, les résultats des élections de 2002 ont montré la fragilité des alliances conclues avec les notables locaux, dont certains ont voté pour le HADEP. En conséquence, on a assisté au désarmement de certaines milices jugées peu sûres par le gouvernement.

Concentration du pouvoir et autonomisation des milices

[35] Les conflits armés obéissent donc à deux logiques en raison notamment d'une accumulation des ressources différentes. Du point de vue des effets, cette conflictualité permet-elle l'émergence d'acteurs régionaux plus autonomes et favorise-t-elle un passage à des mobilisations nationalistes kurdes ?

[36] Les Hamidiye sont un instrument de concentration du pouvoir pour quelques chefs tribaux qui parviennent à manipuler le système à leurs propres fins. Dans le cas des Hamidiye on a, par le jeu de la concurrence inter-tribale, la construction d'acteurs plus puissants, au point de transformer les équilibres politiques régionaux. Le point remarquable est que cette montée des Hamidiye s'inscrit dans un affrontement plus large entre les élites urbaines et rurales. Pendant tout son règne, Abdülhamid (1876-1909) va jouer les *ağa* contre les *eşraf* (notables urbains) qui étaient en collusion avec les fonctionnaires locaux. De ce fait, la corruption et les exactions des notables diminuèrent dans les années 1880-1890 (Duguid 1973: 146). Mais, à l'inverse, la situation se détériore ensuite en raison des exactions des *ağa* et des Hamidiye. Dans la région entre Urfa et Diyarbakır, les Hamidiye, notamment la confédération Milli, s'imposent comme une puissance en lutte pour la domination régionale (les populations arméniennes sont éventuellement sous protection des chefs tribaux et ne sont pas un ennemi en tant que tel, même si elles pâtissent des désordres).

[37] Quelle est la dimension identitaire des conflits qui se généralisent dans cette période ? Parce qu'ils renforcent les tribus, certains auteurs perçoivent les Hamidiye comme un frein à l'expression du nationalisme kurde, dont on suppose qu'il est initialement présent ou en formation (le proto-nationalisme) dès le XIX^{ème} siècle. White (2000: 62) par exemple souligne que : 'The Hamidiye thus had the negative effect of exacerbating inter-tribal hostilities. The full price for this was to be exacted during Sheikh Said rebellion in 1925, when Alevi tribes not only refused to join the rebellion, but some even fought on the Turkish side, against the Sunni Sheikh Said. In this respect, then we can say that the Hamidiye strengthened tribalist tendencies and/or ethnic differentiation among the Kurds, and undercut the trend that had begun during Ubaydullah's rebellions of beginning to look towards a broader, national vision, viewing Kurds as a whole'. Pourtant, d'autres auteurs soulignent le fait que les Hamidiye sont, pour une part, à l'origine des mouvements nationalistes kurdes, en premier lieu du mouvement Azâdi (van Bruinessen 1992 : 189). Olson (1991: 397) soutient notamment que : 'The Hamidiye were an important stage in the emergence of Kurdish nationalism from 1891 to 1914. The Hamidiye served as a fulcrum of Kurdish power for over two decades. There had not been such a concentration of Kurdish power and authority since prior to 1847.'

[38] De notre point de vue, la dimension identitaire et cette période voit se développer un jeu complexe de différenciation : Kurde/Arméniens, Ottoman/Kurde. En effet, les Hamidiye sont des groupes ethniques reconnus comme tels, il y a maintien, et même organisation, d'une différence ethnique sur le modèle des régiments tribaux coloniaux. Cependant, cette identité se construit sur deux oppositions plus ou moins décisives selon les endroits. En premier lieu, dans le cas des milices de la région de Van-Bitlis, l'ennemi est largement arménien. D'après Kodaman (1987: 39), à partir de 1892 et surtout des événements de l'automne 1894 à Sason (un *kaza* de Bitlis), les Hamidiye sont hors contrôle. Entre Van et Erzurum, les Hamidiye vont d'abord servir contre les populations arméniennes, et ce n'est pas par hasard si leur rôle sera plus important qu'ailleurs dans la liquidation des populations en 1915, même si globalement le banditisme des tribus est probablement exagéré, la plupart des massacres étant supervisés par les autorités ottomanes. On a donc une articulation entre la formation du nationalisme arménien et une redéfinition de l'identité kurde, qui jusqu'à la première guerre mondiale, est très généralement loyale au Sultan. En second lieu, plutôt dans la région Urfa-Diyarbakır, l'opposition identitaire est entre une bourgeoisie urbaine qui se définit comme ottomane

et se révèle très ouverte au CUP, contre des ruraux kurdes qui forment la base des Hamidiye et dont le pouvoir repose sur la loyauté au Sultan. Ziya Gökalp, membre de la famille dominante de Diyarbakır, les Piriñcioğlu, nie pour sa part être Kurde. Si les Hamidiye et les *eşraf* peuvent ponctuellement collaborer, par exemple dans les pogroms anti-arméniens de 1895, leurs intérêts sont fondamentalement différents.

[39] Les Hamidiye ont effectivement permis une fidélisation des tribus et il n'y a pas eu de grandes révoltes sous le régime hamidien à l'exception de celle d'Obeydullah en 1880. Avec l'arrivée du Comité Union et Progrès au pouvoir, les Hamidiye sont en partie démantelés parce que le nouveau pouvoir jouit de l'appui provisoire des Arméniens et, de façon plus structurelle, de la bourgeoisie urbaine. En Anatolie orientale, la proclamation de la Constitution en 1908 a été également bien accueillie notamment par ceux qui espéraient la fin des Hamidiye et du pouvoir des *ağa*. Les Hamidiye sont effectivement débandés car perçus comme des soutiens à l'ancien régime. Quatre semaines après la proclamation de la constitution, İbrahim Paşa se révolte, mais il est défait à Viranşehir (Milan 2003: 194, McDowall 1996: 96, Beysanoğlu 2003: 763) et la tribu Milli disparaît comme unité militaire. Le fils d'Ibrahim Paşa est tué en prison à Diyarbakır en 1918, ce qui provoque une courte révolte de la tribu, mais celle-ci sera absente de la révolte de cheikh Said en 1925. À l'automne 1909, un groupe d'anciens officiers Hamidiye, conduit par Hüseyin Paşa Haydaranlı, passe en Iran où il est accueilli par le Khan de Maku, qui cherche à s'autonomiser du pouvoir perse (McDowall 1996: 96, Moreau 1997: 432). Les cheikhs et les officiers Hamidiye conspirent alors contre le nouveau régime. Mais rapidement, on constate un retournement de la politique gouvernementale. En juillet 1910, le gouverneur de Van envoie cheikh Mohammad Sadık en Perse pour inciter les exilés à revenir. Il reste que les pendants de chefs kurdes et de cheikhs notamment à Bitlis ont créé une haine durable entre les Kurdes et le pouvoir central (Moreau 1997: 437). Ce retour en grâce des Hamidiye n'implique pas qu'ils puissent désormais se poser en concurrent de la bourgeoisie urbaine. Ils seront utilisés comme instrument contre les Arméniens et dans la grande mobilisation qui suit l'entrée en guerre en 1914. Les Hamidiye ne survivent pas comme acteurs autonomes, l'accumulation économique et militaire ne débouche pas sur une contestation organisée de l'autorité du centre. Il faut attendre les années 1920, à partir du moment où leur avenir dans le système militaire est très compromis, pour voir certains commandants de régiments issus des

Citation: Dorronsoro, Gilles (2006) 'Les politiques ottomane et républicaine au Kurdistan à partir de la comparaison des milices Hamidiye et *korucu* : modèles institutionnels, retribalisation et dynamique des conflits', *European Journal of Turkish Studies*, Thematic Issue N°5, Power, ideology, knowledge - deconstructing Kurdish Studies, URL : <http://www.ejts.org/document778.html>
To quote a passage, use paragraph (§)

Hamidiye ou de l'Aşîret Mektebi adhérer au nationalisme kurde, notamment au sein d'Azâdî¹². Mais on ne constate aucun passage mécanique des tribus ayant adhéré aux Hamidiye à la révolte de 1925 par exemple.

[40] La capacité à s'autonomiser est très différente pour les *korucu*. En fait, le système milicien renforce largement l'intégration au système politique et sécuritaire national. Le niveau de violence est beaucoup moindre et reste sous contrôle des forces de sécurité turques. En 1995, des miliciens attaquent la ville de Beytuşşebab pour libérer l'un des leurs (Bozarslan 1997: 263), mais le cas est exceptionnel. Par ailleurs, les *korucu* forment aussi une institution de type administrative qui fonctionne comme un lobby au sein de l'administration. On est donc dans un système qui permet la pénétration de l'Etat, ne serait-ce que parce que les individus dépendent nettement de ce dernier financièrement dans des régions qui sont en déclin économique (la paye du *korucu* permettant le maintien de la population sur place). Par ailleurs, les chefs des groupes *korucu* les plus importants sont également des personnages politiques, élus locaux (Bucak à Siverek, Özdemir à Batman, Tatar à Şırnak) et jouent un rôle significatif au sein de l'ANAP (Anavatan Partisi/ Parti de la Mère Patrie) ou du DYP, dont l'actuel président, Mehmet Ağar, est un des personnages-clés du scandale de Susurluk.

[41] Quel est l'effet de ce fonctionnement sur les identités mobilisées ? De façon à première vue paradoxale, les *korucu* pour être miliciens n'en sont pas moins kurdistes (c'est-à-dire porteurs d'une revendication identitaire collective). En effet, le conflit qui dure depuis les années 1980 a eu pour effet d'imposer dans le Sud-Est une norme politique alternative, un agenda spécifique, où même les candidats liés aux partis de gouvernement mentionnent très clairement la question de la kurdicité. Les *korucu* revendiquent leur identité kurde de façon ouverte, ce qui est par ailleurs une façon de justifier le fonctionnement politique spécifique du Sud-Est et notamment l'existence de tribus. Le pouvoir politique, depuis le début des années 1990, ne fait d'ailleurs plus opposition à des formules comme 'Turc d'origine kurde' (*Kürt asıllı Türk*)¹³.

¹² Parmi les élèves kurdes de l'Aşîret Mektebi, on note Hasan Sıdık Haydaranlı, qui sera député de Van. Helid Bey, de la tribu Cibran, qui se bat contre les Russes avec succès et deviendra membre d'Azâdî et jouera un rôle dans la révolte de cheikh Said (Aytaç 1992: 349-350, van Bruinessen 1992: 352).

¹³ C'est ce qu'explique le préfet de Diyarbakır, Kozakçıoğlu, dans un entretien où il se présente lui-même comme 'Rum asıllı Türküm' (Je suis Turc d'origine grecque) (*Yeni Yurt* 27/07/1990).

Citation: Dorronsoro, Gilles (2006) 'Les politiques ottomane et républicaine au Kurdistan à partir de la comparaison des milices Hamidiye et *korucu* : modèles institutionnels, retribalisation et dynamique des conflits', *European Journal of Turkish Studies*, Thematic Issue N°5, Power, ideology, knowledge - deconstructing Kurdish Studies, URL : <http://www.ejts.org/document778.html>
To quote a passage, use paragraph (§)

Conclusion

[42] Cette comparaison entre milices républicaine et ottomane nous a essentiellement permis de souligner des différences entre organisation institutionnelle, fonctions, effets sociaux. Il reste que le recours aux milices, c'est-à-dire à une forme de privatisation de la violence, est notamment un effet de la perception de cette région par les autorités, notamment militaires, comme le montre un rapport 'Çok Gizli Rapor: Devlet Gözüyle Hain ve Yandaş Aşiretler' (Rapport très secret : les tribus patriotes et traîtres aux yeux de l'Etat) (Perinçek 1993: 11-125). Ce rapport classe les tribus en fonction de leur histoire (participation à la révolte de cheikh Said notamment) et de leur participation au système milicien. Sans vouloir ici faire une critique détaillée des présupposés qui sous-tendent ce rapport, notamment une forme prononcée d'orientalisme au sens d'Edward Said, il paraît clair que les institutions, notamment les militaires, accordent une place excessive (du point de vue de la réalité sociale) aux tribus dans leur analyse des régions kurdes. En pratique, la formation des milices *korucu* s'explique donc en partie par une interprétation, largement fautive d'un point de vue historique, mais non moins créatrice d'effets. Plus que de chercher la continuité ou le parallèle entre des institutions très différentes, cette première recherche invite donc à s'interroger sur la construction d'une perception par les institutions, militaire ou autres, du 'Kurdistan' comme une région homogène, tribale et, finalement, irréductiblement autre.

Citation: Dorronsoro, Gilles (2006) 'Les politiques ottomane et républicaine au Kurdistan à partir de la comparaison des milices Hamidiye et *korucu* : modèles institutionnels, retribalisation et dynamique des conflits', *European Journal of Turkish Studies*, Thematic Issue N°5, Power, ideology, knowledge - deconstructing Kurdish Studies, URL : <http://www.ejts.org/document778.html>
To quote a passage, use paragraph (§)

References

- Akarlı, Engin D. (1986) 'Abdülhamid II's attempt to integrate Arabs in the Ottoman System' in Kushner, David (ed) *Palestine in the Late Ottoman Period*, Jerusalem-Leiden, pp. 74-89.
- Akpınar, Metin (1997) *Osmanlı Devletinde Aşiret Mektebi*, İstanbul, Göçebe Yayınları.
- Alkan, Ahmet Turan (1994) 'Üç Tar-ı Siyasetten Tek Tarz-ı Siyasete', *Türkiye Günlüğü*, Kasım-Aralık, pp. 19-14.
- Arfa, Hassan (1966) *The Kurds*, Oxford, Oxford University Press.
- Aytar, Osman (1992) *Hamidiye Alaylarından Köy Koruculuğuna*, Medya Güneşi Yayınları.
- Aytepe, Oğuz (1998) 'Kürdistan Teâli Cemiyeti', *Tarih ve Toplum*, Haziran, pp. 9-16.
- Bayrak, Mehmet (1993) *Kürtler ve Ulusal Demokratik Mücadeleleri*, Ankara, Öz-Ge.
- Beşe, Ertan (2005) *Geçici Köy Koruculuğunun Ortaya Çıkışı, İşlevleri ve Hukuki Temeli Nedir?*, http://www.dcaf.ch/docs/turkey_almanacTR2005/file14.pdf, Almanak Türkiye 2005 Güvenlik Sektörü ve Demokratik Gözetim, <http://www.gelisimplatformu.org/>
- Beşikçi, İsmail (1969) *Doğu Anadolu'nun Düzeni. Sosio-Ekonomik ve Etnik Temeller*, Ankara, E. Yayınları.
- Beysanoğlu, Şevket (2003) *Diyarbakır Tarihi Akkoyunlular'dan Cumhuriyete Kadar*, 2. Cilt, Ankara, Diyarbakır Büyükşehir Belediyesi Kültür ve Sanat Yayınları.
- Bird, Isabella (1906) *Journey in Persia and Kurdistan*, London.
- Bozarslan, Hamit (1986) *Le problème national kurde en Turquie kémaliste*, Paris, EHESS, thèse de doctorat non-publiée.
- Bozarslan, Hamit (1997) *La question kurde*, Paris, Presses de Sciences Po.
- Bulut, Faik (1991) *Devlet Gözüyle Türkiye'de Kürt İsyanları*, İstanbul, Yön Yayınları.
- Cemil, Paşa Ekrem (1989) *Muhtasar hayatım*, Leuven, Brüksel Kürt Enstitüsü.
- Çetinsaya, Gökhan (1994) *Ottoman Administration of Iraq: 1890-1908*, Ph D. Dissertation, University of Manchester.
- Chevalier, Michel (1985) *Les montagnards chrétiens du Hakkâri et du Kurdistan septentrional*, Publications du département de géographie de l'Université de Paris-Sorbonne.
- Cigerli, Sabri; Le Saout, Didier (2005), *Öcalan et le PKK. Les mutations de la question kurde en Turquie et au Moyen-Orient*, Paris, Maisonneuve et Larose.
- Deringil, Selim (1991) 'Legitimacy Structures in the Ottoman State: The reign of Abdülhamid II (1876-1909)', *IJMES* 23, pp. 345-359.
- Dersimi, Nuri (1952) *Kurdistan Tarihinde Dersim*, Aleppo, Anı Matbaası.
- Dersimi, Nuri (1997) *Hatıratım*, İstanbul, Doz Yayınları.

Citation: Dorronsoro, Gilles (2006) 'Les politiques ottomane et républicaine au Kurdistan à partir de la comparaison des milices Hamidiye et *korucu* : modèles institutionnels, retribalisation et dynamique des conflits', *European Journal of Turkish Studies*, Thematic Issue N°5, Power, ideology, knowledge - deconstructing Kurdish Studies, URL : <http://www.ejts.org/document778.html>
To quote a passage, use paragraph (§)

Dorronsoro, Gilles (ed) (2005) *La Turquie contestée*, Paris, Editions du CNRS.

Dorronsoro, Gilles (2006) 'Rules and resources: uses of the clan in the village of Kirazbahçe (Turkey)', *European Journal of Turkish Studies*, Thematic Issue N°4, The social practices of kinship. A comparative perspective, URL : <http://www.ejts.org/document615.html>

Duguid, Stephen (1973) 'The Politics of Unity: Hamidian Policy in Eastern Anatolia', *MES*, vol IX, n°2, pp. 145-155.

Eraslan, Cezmi (1991) *II. Abdulhamid ve İslam Birliği*, Istanbul, Ötüken Yayınları.

Fırat, M Şerif (1970) *Doğu İlleri ve Varto Tarihi*, Ankara, Kardeş Matbaası.

Gould, Andrew G. (1993) 'The Burning of the Tents: The forcible Settlement of Nomads in Southern Anatolia' in Lowry, Heath W.; Quataert, Donald (eds.), *Humanist and Scholar: Essays in Honor of Andreas Tietze*, Istanbul, Isis, pp. 71-85.

Griffiths, Merwin A. (1966) *The Reorganization of the Ottoman Army under Abdülhamid II, 1880-1897*, Unpublished PhD. Thesis, Los Angeles, University of California.

IDMC, TESEV (2006) *Overcoming a Legacy of Mistrust: Towards Reconciliation Between the State and the Displaced*, Norwegian Refugee Council, Internal Displacement Monitoring Centre, www.internal-displacement.org

İnsan Hakları Derneği (1997) 'Korucu Dosyası', *İnsan Hakları Bülteni*, İnsan Hakları Derneği Diyarbakır Şubesi Yayın Organı 2 (7).

Kendal, Nezan (1981) 'Les Kurdes sous l'Empire ottoman', in Chaliand, Gérard (ed) *Les Kurdes et le Kurdistan*, Paris, Maspéro.

Kıran, Eyüp (2003) *Kürt Milan Aşiret Konfederasyonu*, Elma.

Klein, Janet (2002) *Power in the Periphery: The Hamidiye Light Cavalry and the Struggle over Ottoman Kurdistan, 1890-1914*, Unpublished PhD, Princeton University.

Kodaman, Bayram (1987) *Sultan II. Abdulhamid Devri Doğu Anadolu Politikası*, Ankara, Türk Kültürü Araştırma Enstitüsü.

Kutchera, Chris (1979) *Le mouvement national kurde*, Paris, Flammarion.

Kutlay, Naci (1981) *İttihat Terraki ve Kürtler*, Istanbul, Fırat Yayınları.

McDowall, David (1996) *A Modern History of the Kurds*, London, Tauris.

Moreau, Odile (1997) *Entre innovation et tradition, une lecture du réformisme ottoman à travers l'outil militaire du Congrès de Berlin à la première guerre mondiale 1878-1914*, Paris, thèse de doctorat Paris I.

Mumcu, Uğur (1991) *Kürt Ayaklanması 1919-1925*, Istanbul, Um:ag.

Nikitine, Basile (1991) *Les Kurdes*, Paris, Editions d'aujourd'hui.

Nolde, Eduard (1892) *Reisen nach Innerarabien, Kurdistan und Armenien*, Berlin.

Citation: Dorronsoro, Gilles (2006) 'Les politiques ottomane et républicaine au Kurdistan à partir de la comparaison des milices Hamidiye et *korucu* : modèles institutionnels, retribalisation et dynamique des conflits', *European Journal of Turkish Studies*, Thematic Issue N°5, Power, ideology, knowledge - deconstructing Kurdish Studies, URL : <http://www.ejts.org/document778.html>
To quote a passage, use paragraph (§)

Olson, Robert (1991) 'Five Stages of Kurdish Nationalism: 1880-1980', *Journal of Muslim Minority Affairs* 12(2), July.

Orhonlu, Cengiz (1963) *Osmanlı imparatorluğunda Aşiretleri iskân tesebbüsü 1691-1696*, İstanbul, Edebiyat Fakültesi Basımevi.

Orhonlu, Cengiz (1987) *Osmanlı İmparatorluğu'nda Aşiretlerin İskanı*, İstanbul, Eren Yayınları.

Ortaylı, İlber (1994) '19. Yüzyılda Panislamizm ve Osmanlı Hilafeti', *Türkiye Günlüğü*, Kasım-Aralık, pp. 25-31.

Perinçek, Doğu (1993) *Türk Sorunu. Emekçiler Açısından Belgelere Kürt Sorunu*, İstanbul, Kaynak Yayınları.

Rohrbach, Paul Karl (1902) *Vom Kaukasus zum Mittelmeer*, Berlin.

Shaw, Stanford; Shaw, Ezel (1977) *History of the Ottoman Empire and Modern Turkey*, Cambridge, Cambridge University Press.

TBMM (1995) *Faili Meçhul Siyasal Cinayetleri Araştırma Komisyon Raporları*, Ankara, Ayyıldız Yayınları.

TBMM (1997) *Susurluk Belgeleri 2*, İstanbul, Scala Yayınları.

Tôri [Kemal Işık] (2005) *Aşiretten Millet Olma Yapılanmasında Kürtler*, İstanbul, Doz Yayınları.

Tunaya, Tarık Zafer (1991) *İslamcılık Akımları*, İstanbul, Simavi Yayınları.

Tuncay, Mete (1992) *Türkiye Cumhuriyeti'nde Tek Parti Yönetiminin Kurulması (1923-1931)*, İstanbul, Cem Yayınevi.

Tütenk, Mustafa Atik (1956-57-58) 'Diyarbakır'ın son 60 yıllık (1892-1952) Vak'aları', *Kara-Hamid Dergisi* (Diyarbakır).

van Bruinessen, Martin (1988) *Evliya Çelebi in Diyarbakir*, Leiden, Brill.

van Bruinessen, Martin (1992) *Agha, Shaikh and State*, London, Zed Press.

White, Paul (2000), *Primitive Rebels or Revolutionary Modernizers? The Kurdish National Movement in Turkey*, London, Zed Press.

Yalçın-Heckmann, Lale (1991) *Tribe and Kinship among the Kurds*, Frankfurt am Main, Peter Lang.

Zürcher, Erik (1998) *Turkey, a Modern History*, London, Tauris.